res sur ce qui le choquoit dans les Mandemens de ces mêmes Evêques, afin qu'ils pussent expliquer leurs vrais sentimens, & donner lieu à Mr. le Cardinal de lever la défense qu'il avoit faite de les lire: le tout devant se passer par la mediation des amis communs, qui auroient été ou Evêques, ou Docteurs; mais qui eux-mêmes n'auroient agi que comme entre-metteurs, & comme Juges.

Cette proposition est bien éloignée de ce que l'on a avancé, que j'ai condamné les Evêques à reformer leurs Mandemens, & à se soumettre aux changemens que Mr. le Cardinal de Noailles jugeroit à propos d'y faire. Je sçai trop bien que Mr. le Cardinal n'est nullement Juge de ces Evêques, & que je le suis encore moins de qui que ce soit en matieres purement spirituelles.

II.

Il est vrai que les Evêques de Luçon & de la Rochelle doivent écrire une lettre de satisfaction au Cardinal de Noailles, sur celle qu'ils ont écrite au Roi; mais cette lettre ne doit être rendue que lorsque le Cardinal sera d'accord de permettre la lecture des Mandemens; & le Roi ne l'a demandée aux Evêques que sur l'assurance du Cardinal qu'il agiroit effectivement contre le livre du Pere Quesnel: ce qui a été regardé comme une preuve qu'il ne favorisoit point le parti, & devoit donner lieu aux Evêques de lui faire des excuses de ce qu'ils en avoient dit.

III.

Par ce qui est dit ci dessus, il paroît que le Mandement du Cardinal contre les Evêques, ne doit point subsister, parce que sa revocation est une condition essentielle de l'accommodement.